

RESUME

Tout contrat est source d'obligations pour les cocontractants. Celles-ci sont variées du fait du principe de liberté contractuelle permettant aux parties de créer de nouveaux contrats répondant à leurs besoins.

Les obligations peuvent être classées en différentes catégories :

- en fonction de leur objet : on distingue l'obligation de donner, de faire ou de ne pas faire ;
- en fonction de leur portée : on distingue l'obligation de moyens et l'obligation de résultats ;
- en fonction de leur source : on distingue l'obligation issue d'un acte juridique ou d'un fait juridique ;
- en fonction de leur sujet : on distingue les obligations conjointes et les obligations solidaires ;
- en fonction de leurs modalités d'exécution.

Cette classification des obligations permet d'appliquer des règles différentes selon les cas.

De même, les contrats peuvent être classés dans différentes catégories. En fonction de cette classification, les règles encadrant les contrats concernés ne seront pas les mêmes.

Pour finir, il est important de noter que, quelles que soient ces classifications, le principe de liberté contractuelle, et les différents principes qui en découlent, s'appliquent à tous les contrats. Ces principes sont le **principe d'autonomie de la volonté**, le **principe de consensualisme**, le **principe de force obligatoire des contrats** et le **principe de bonne foi** des cocontractants.

La loi prévoit tout de même des limites à la liberté contractuelle :

- des limites à la liberté de ne pas contracter ;
- des limites à la liberté de choisir son cocontractant ;
- des limites concernant le contenu du contrat ;
- des limites au principe du consensualisme.

CORRIGES

EXERCICES

★ EXERCICE 1 Cas SARL Locavoit' 15 minutes

1. Identifiez et classez le contrat conclu par Rachid.

Principes juridiques

Un contrat de location est un contrat :

- consensuel : formé par l'échange des consentements, sauf règle particulière édictée pour protéger les consommateurs ;
- synallagmatique : il y a un engagement des deux parties – pour le loueur, il faut mettre le bien à disposition du locataire, pour le locataire, il faut payer le loyer ;
- à titre onéreux : chaque partie retire un avantage du contrat conclu ;
- à exécution successive : l'exécution se fait sur plusieurs jours et la résiliation ne sera possible que pour l'avenir ;
- nommé : une réglementation encadre la mise en place et l'exécution de ce type de contrat ;
- d'adhésion : dès lors que le contrat est signé entre un professionnel et un consommateur, ce dernier a rarement le choix du contenu du contrat.

Application au cas

En l'espèce, le contrat conclu par Rachid est un contrat de location qui peut être classé dans les catégories de contrats précitées.

2. Pourquoi la SARL Locavoit' et Rachid invoquent-ils ces deux principes ?

Principes juridiques

Le **principe de la force obligatoire** des contrats dispose que les obligations nées du contrat doivent être respectées par les parties car elles ont la même force obligatoire qu'une loi. Ce principe est la conséquence du principe de liberté contractuelle qui a permis à chacune des parties de choisir le contrat signé, son cocontractant et le contenu de ce contrat. Le **principe de la bonne foi** signifie que les parties doivent négocier et exécuter le contrat de bonne foi en tenant compte des intérêts du cocontractant et sans chercher à lui porter préjudice.

Application au cas

Le fait pour Rachid de refuser de payer le loyer est un manquement au principe de la force obligatoire des contrats sur lequel la SARL Locavoit' s'appuie pour exiger le paiement.

Le principe de la bonne foi est invoqué par Rachid considérant que la société Locavoit' lui a loué une voiture qui n'était pas en état de marche et qu'elle devrait prendre en charge le remorquage lié à cette panne.

3. Pouvez-vous répondre à la question de Rachid ?

Principes juridiques

L'un des principes du droit des contrats est le **principe du consensualisme**.

Le contrat est formé dès la rencontre des consentements. Cependant, dans certains cas, la loi peut exiger la constitution d'un écrit, on parle alors de contrat solennel ; ou exiger la remise d'un bien : il s'agit alors d'un contrat réel.

Par ailleurs, la rédaction d'un écrit est utile pour servir de preuve en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution d'une obligation.

Application au cas

Le contrat de location est un contrat réel qui existe dès qu'il y a remise de la chose objet du contrat. Le simple fait qu'aucun écrit n'ait été signé ne permettra pas à Rachid de demander la nullité du contrat ni d'échapper à ses obligations. En revanche, la preuve liée à l'existence mais surtout au contenu de ce contrat sera plus difficile à apporter.

★★EXERCICE 2 M. Bertrand et la liberté contractuelle 20 minutes

1. Classez le contrat dont il est question dans ce cas parmi les différentes classifications des contrats.

Principes juridiques

Le contrat de travail est classé parmi les catégories suivantes :

- contrat consensuel s'il est à durée indéterminée, solennel s'il est à durée déterminée ;
- contrat synallagmatique : l'employeur verse un salaire et le salarié fournit une prestation de travail ;
- contrat à titre onéreux : les deux parties en tirent un avantage ;
- contrat à exécution successive : l'exécution se fait sur plusieurs jours ;
- contrat nommé : le contrat de travail est prévu et encadré par la loi ;
- contrat de gré à gré : le contenu est en principe librement négocié par les deux parties ;
- contrat conclu *intuitu personae* : contrat conclu en considération de la personne ;
- contrat individuel : contrat conclu entre deux personnes.

Application au cas

Le contrat en cause est un contrat de travail. Il entre dans les classifications précitées.

M. Bertrand signe également des contrats avec ses clients, probablement des contrats d'entreprise étant donné le domaine d'activité de son entreprise (le bâtiment), mais le sujet n'est pas assez précis pour le déterminer de façon certaine.

2. Quels sont les principes fondateurs du droit des contrats qu'il ne respecte pas ?

Principes juridiques

La liberté contractuelle est un principe fondateur du droit des contrats permettant aux parties de décider librement du contenu du contrat.

Cependant, cette liberté est limitée par l'ordre public et les bonnes mœurs auxquels les parties ne peuvent jamais déroger, même d'un commun accord.

De plus, cette liberté permet en principe de choisir son cocontractant. Une limite est également prévue dans ce cas, qui est la discrimination. Le choix fait du cocontractant ne peut reposer sur des critères discriminatoires.

Enfin, le principe de la force obligatoire des contrats et de l'exécution de bonne foi ne permet pas à l'une des parties de décider unilatéralement de ne pas exécuter son obligation et de ne pas être responsable de cette inexécution.

Application au cas

En l'espèce, M. Bertrand ne peut invoquer la liberté contractuelle pour inclure n'importe quelle clause dans les contrats de travail qu'il établit. Ainsi, sont contraires à l'ordre public, et donc nulles, les dispositions concernant le non-respect du SMIC, des règles en matière de licenciement et du temps de travail.

De plus, le contrat de travail étant un contrat conclu *intuitu personae*, il ne peut imposer au salarié de se trouver un remplaçant. Par ailleurs, le CDD est un contrat solennel pour lequel un écrit est obligatoire contenant des mentions imposées par la loi.

M. Bertrand ne pourra refuser de recruter les personnes ne votant pas pour le même parti que lui car il s'agit alors d'une discrimination interdite par la loi.

Enfin, le fait d'introduire une clause de non-responsabilité à l'égard de ses clients en cas d'inexécution du contrat porte atteinte au principe de la force obligatoire des contrats et n'est pas licite.